● (2225)

La loi sur les relations de travail dans la Fonction publique impose une condition supplémentaire aux groupes qui choisissent la conciliation-grève. Cette condition supplémentaire interdit aux membres du groupe qui accomplissent des tâches considérées nécessaires dans l'intérêt de la sûreté et de la sécurité du public de faire la grève. Toutefois, à ce jour, et je tiens expressément à le signaler aux députés d'en face, personne n'a démontré que les commis du ministère des Postes accomplissaient des tâches jugées nécessaires dans l'intérêt de la sûreté et de la sécurité du public. Plus précisément, les commis du ministère des Postes constituent un groupe auquel la loi sur les relations de travail dans la Fonction publique reconnaît le droit à la négociation collective et à la grève si nécessaire pour régler un conflit opposant le groupe à l'employeur.

Je voudrais également profiter de l'occasion pour rectifier une idée fautive selon laquelle le Conseil du Trésor, ou le gouvernement, choisit le président du bureau de conciliation. En réalité, à moins que les intéressés, en l'occurrence le Conseil du Trésor et le syndicat des postiers du Canada, ne s'entendent sur le choix d'un président, celui-ci est nommé par le président de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique.

Il y aurait également lieu de préciser que même si les recommandations du président du comité de conciliation peuvent permettre aux intéressés de régler les différends qui les opposent, elles ne les lient en aucune façon. Par exemple, il

L'ajournement

n'est pas rare qu'une des deux parties rejette le rapport du comité de conciliation, même si son représentant a souscrit aux recommandations du rapport en question.

Dans le conflit qui nous occupe, le syndicat des postiers du Canada insiste pour que l'employeur accepte, sans aucune réserve, les recommandations du président du comité de conciliation, comme condition indispensable à la reprise des négociations, pour pouvoir obtenir de nouvelles concessions qui ne figurent cependant pas dans le rapport de conciliation. Monsieur l'Orateur, c'est aux intéressés à régler le conflit qui les oppose. La présence d'un médiateur faciliterait peut-être la réalisation de cet objectif, mais ce n'est pas avec la menace de l'adoption éventuelle d'une loi stipulant le retour au travail que l'on règlera les choses. Plus vite les intéressés se rendront compte qu'il leur incombe d'en arriver à une entente, plus rapidement sera-t-elle conclue.

Ce qui ne veut pas dire qu'après le délai raisonnable qu'il leur aura alloué pour atteindre cet objectif, le gouvernement n'interviendra pas de façon décisive pour mettre un terme au conflit si, en se prolongeant, la grève risque de provoquer une crise. Nous ferons tout en notre pouvoir, monsieur l'Orateur, mais nous nous devons avant tout de laisser aux seules parties intéressées le soin de conclure une entente.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à 2 heures demain.

(A 10 h 27, la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)